



attac

Le Courriel d'information

n°299 – Vendredi 11 janvier 2002.

NAUFRAGES

Dans ce numéro

1. L' " American way of war " "

Selon la logique de Washington, des pétards devraient retentir partout maintenant que la croisade antiterroriste vise la cachette d'Oussama Ben Laden à Tora Bora. Cependant, l'Europe manifeste peu d'enthousiasme, le Sud une certaine appréhension, et le monde arabe et musulman fait preuve d'un total abatement.

2. La résistance ne suffit plus, il faut libérer le développement

On ne le dira jamais assez, le drame imposé aux peuples par le poids de la dette fait couler beaucoup d'encre et des salives depuis un certain temps. Les conséquences sociales des Programmes d'Ajustement Structurel imposés aux pays du tiers monde par le F.M.I. sont désastreuses. Et les peuples ont entamé une résistance de plus en plus farouche.

3. Après la chute : la crise argentine et ses répercussions possibles

L'inévitable s'est maintenant produit. La stratégie du gouvernement du président de la Rua était de ranimer une économie naufragée en attirant de nouveau les crédits du FMI et le capital étranger. Pour apaiser le FMI et Wall Street, il avait choisi de poursuivre une politique basée sur trois principes qui n'avaient plus aucun sens.

4. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

L' " American way of war " "

Par Walden Bello

Selon la logique de Washington, des pétards devraient retentir partout maintenant que la croisade antiterroriste vise la cachette d'Oussama Ben Laden à Tora Bora. Cependant, l'Europe manifeste peu d'enthousiasme, le Sud une certaine appréhension, et le monde arabe et musulman fait preuve d'un total abatement.

Les raisons sont évidentes : au moins 4 000 morts, dont un nombre important de civils, 4 millions de réfugiés, le retour au chaos tribal avec le démembrement de l'autorité centrale. Ce qu'a fait Ben Laden et son organisation est horrible et inexcusable – mais les Américains font cela à un pays au nom de la justice, détruisant une fois de plus la ville afin de la sauver.

Washington, cependant, ne permettra pas que ces détails assombrissent leur humeur triomphaliste. Les talibans et Al Quaida ont été effacés, mais cette victoire a une signification plus large pour le Pentagone. Une puissance aérienne massive guidée avec précision peut gagner des guerres avec presque aucun engagement des troupes américaines sur le

terrain, et peu de pertes. Les forces terrestres ne peuvent, bien sûr, être totalement absentes, mais elles ne sont plus utilisées pour des assauts, sinon pour mener des opérations contre des survivants démoralisés ou traumatisés par la pluie de feu et d'acier – rôle qui pourrait revenir aux mercenaires locaux comme ceux de l'Alliance du Nord.

LA PUISSANCE AÉRIENNE ENTERRE LE SYNDROME VIETNAMIEN

Ce qui avait été inauguré lors du conflit au Kosovo en 1999 a été confirmé en Afghanistan. Cette guerre a porté un coup fatal au " syndrome vietnamien ".

Avec une confiance renouvelée dans ce que l'historien militaire Russell Weigley appelle " the American way of war " (" la façon américaine de faire la guerre ") – une puissance de feu massive, une haute technologie, une victoire totale –, Washington envisage maintenant sérieusement le même type d'intervention dans d'autres États qui ont prétendument fourni aide et confort aux terroristes, le Yémen, le Soudan, la Somalie et l'Iraq étant les premiers candidats.

De plus, il ne serait pas surprenant que les événements d'Afghanistan aient fortifié les plans



attac

américains de jouer un puissant rôle militaire dans la guerre contre la drogue en Colombie. " Newsweek " rapporte que les autorités colombiennes, qui cherchent à impliquer davantage les Américains, sont en train d'essayer de mettre en évidence des parallèles entre les talibans et leurs propres mouvements des guérillas ". Il y a évidemment une différence non négligeable : l'Afghanistan, c'est le désert, et la Colombie, c'est la jungle. Mais cela ne constitue-t-il pas un problème mineur que la technologie américaine peut résoudre sans beaucoup de difficultés ?

LA NOUVELLE TUTELLE

Parallèlement au retour de la confiance dans l'" American way of war ", une nouvelle respectabilité de l'intervention directe dans les pays en voie de développement est en train d'émerger. Même avant le 11 septembre, des sociétés en voie de développement, surtout en Afrique et dans le Moyen Orient, étaient déjà caractérisées comme des " sociétés ayant échoué ". Le travail de Robert Kaplan de 1994 sur l'Atlantique est l'un des nombreux écrits ayant suggéré que la décolonisation n'a pas entraîné l'émergence d'États stables en Afrique et au Moyen-Orient, mais au contraire une " anarchie " qui menace de déstabiliser le monde entier.

Après le 11 septembre, les notions de souveraineté nationale et d'autodétermination ont été sapées à Washington et à Londres, avec le soutien des intellectuels conservateurs qui expliquaient à l'opinion ce que les puissants États ne pouvaient dire... pas encore. Une déclaration de taille est celle de Paul Johnson, l'auteur des " Temps modernes " : " ... la meilleure solution à moyen terme serait de reprendre le mandat de la vieille Ligue des nations, qui a servi de forme "respectable" de colonialisme entre les deux guerres. La Syrie et l'Iraq ont été qualifiés de mandats réussis. Le Soudan, la Libye et l'Iran ont été placés sous des régimes spéciaux par des traités internationaux. Les pays qui ne peuvent pas vivre en paix avec leurs voisins et qui menacent la communauté internationale ne doivent pas s'attendre à vivre dans une totale indépendance. Comme tous les membres permanents du Conseil de Sécurité soutiennent maintenant, à des degrés différents, l'initiative américaine, il ne devrait pas être difficile de concevoir une nouvelle forme du mandat des Nations Unies qui placerait les États terroristes sous contrôle "

Sans surprise, peu de ces visions prennent en compte les raisons fondamentales des réponses extrêmes telles que le terrorisme : les frontières coloniales qui ont généré des conflits post-coloniaux, la marginalisation continue des nouveaux pays dans un ordre économique mondial et injuste, le contrôle permanent des pays du Nord sur des espaces riches en pétrole et en gaz pour soutenir la consommation intensive de ces énergies par la civilisation occidentale.

La prochaine phase en Afghanistan est de rétablir ce type de tutelle ou de mandat, après l'échec de la première initiative majeure de 1993 menée sur les récalcitrants somaliens. On demande à l'Union européenne de fournir – sous le leadership britannique, bien sûr - une force d'occupation permanente, alors que les Nations Unies devraient former un " gouvernement représentatif " parmi les groupes tribaux concurrents pour remplir le vide politique.

En observant les récents événements en Afghanistan, Washington apparaît comme opérant sous le principe suivant : de façon unilatérale dans les actions militaires, mais multilatérale dans la reconstruction politique – ce qui signifie que les blâmes seront partagés si les nouvelles structures politiques s'effondrent.

UNE GUERRE SANS FRONTIÈRES

La guerre contre la terreur ne connaît pas de frontières, donc la guerre à l'intérieur du pays doit être poursuivie avec une vigueur égale. Le 11 septembre était le deuxième Pearl Harbor et l'administration Bush a déclaré aux Américains qu'ils entraient maintenant en pleine guerre totale, comme pendant la Seconde Guerre mondiale. Même la guerre froide n'avait pas été présentée en des termes aussi globalisants, ceux d'une guerre contre la terreur. Les lois et les décrets exécutifs restreignant les droits à la formation de mouvements privés et libres ont été adoptés d'une telle façon et avec une telle rapidité que cela aurait rendu vert d'envie Joe McCarthy. Les États-Unis sont engagés dans cette guerre depuis seulement neuf semaines, observe David Corn dans " The Nation ", mais déjà la législation a été adoptée et des décrets exécutifs ont établi des tribunaux militaires secrets pour juger les citoyens non américains ; ils ont soupçonné de complicité les associations d'aide aux immigrés ; ils ont autorisé le ministre de la Justice à enfermer sans limite temporelle des étrangers au moindre soupçon ; ils ont étendu l'utilisation de mises sur écoute et de perquisitions secrètes ; ils ont permis l'utilisation



attac

de témoignages secrets dans les procédures d'immigration que les étrangers ne peuvent confronter ou rejeter ; ils ont détruit le secret dans les relations entre clients et avocats en permettant au gouvernement d'écouter les discussions ; et ils ont institutionnalisé les fichiers ethniques et raciaux.

Les alliés européens des Américains se sont dépêchés de faire la même chose – la plupart d'entre eux ont bénéficié, comme Washington, du climat antiterroriste pour essayer de faire voter une législation qui planait déjà dans l'air avant le 11 septembre. À la différence des États-Unis, cependant, les citoyens et les parlements ne se sont pas soumis avec autant de douceur – le parlement britannique a même, de façon surprenante, refusé la proposition draconienne de Tony Blair qui permettait aux procureurs de retenir indéfiniment en prison tout étranger suspecté de terrorisme.

La législation américaine postérieure au 11 septembre est inquiétante, non seulement pour ses implications intérieures, mais aussi pour ses conséquences internationales. Nous constatons l'institutionnalisation d'un régime unilatéral légal : le plus large ensemble de lois et de décrets édictés par Washington lui permettant de tout faire à l'extérieur pour capturer des terroristes – tout récemment, les forces américaines, dans un acte proche de la piraterie, sont montées à bord d'un bateau de Singapour dans les eaux arabes, ont maîtrisé l'équipage et lancé une recherche de terroristes, sans succès.

Si un suspect avait été découvert dans le bateau, le Pentagone l'aurait emmené dans une base américaine, disons, en Allemagne, et l'aurait jugé via un tribunal militaire secret. S'il avait été déclaré coupable lors d'un procès infiniment moins rigoureux que celui rendu par un tribunal civil, il aurait été condamné à la mort ou emprisonné aux États-Unis, de façon sûrement anonyme. La coopération avec les États dans lesquels des terroristes ont été appréhendés serait bienvenue, mais elle n'est pas nécessaire, merci.

DEUS EX MACHINA

Suivant la dramaturgie classique, le 11 septembre serait le " deus ex machina " – une force externe ou un événement qui change un destin et qui agit en faveur d'un des protagonistes. La mission d'Al Quaida à New York a été le meilleur cadeau possible pour favoriser l'hégémonie des États-Unis dans la conjoncture historique de l'avant-11 septembre.

Quelques semaines plus tôt, environ 300 000 personnes marchaient sur Gènes, la plus grande démonstration de force des mouvements contre la mondialisation des multinationales, qui se renforce constamment depuis les manifestations à Seattle, Washington, Chiang Mai, Prague, Nice, Porto Alegre, Honolulu et Gothenborg.

Les manifestations de Gènes ont souligné le fait que la légitimité des institutions clés du gouvernement économique mondial – le Fond monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – était au plus bas, tout comme l'ensemble des doctrines de libéralisation, de déréglementation et de privatisation rassemblées sous le terme de néolibéralisme ou " consensus de Washington ". Cette érosion de leur crédibilité a été provoquée par un enchaînement de calamités incluant la crise financière asiatique, le lent désastre de l'ajustement structurel en Afrique et en Amérique Latine et la propagation de la crise financière, d'abord en Russie et maintenant en Argentine.

La crise de légitimité des institutions clés de la mondialisation capitaliste si volatile a été possible car elle a croisé la profonde crise structurelle de l'économie mondialisée. Les principales caractéristiques de cette crise structurelle étaient la surproduction dans l'industrie, la monopolisation croissante pour contrer la perte de la profitabilité et l'activité spéculative non réglementée des marchés financiers. Lorsque 4 600 milliards de dollars de richesse industrielle – l'équivalent de la moitié du PIB américain – se sont effacés à la fin de l'année 2000 et au début de 2001, la soi-disant " nouvelle économie " a disparu et s'est transformée en récession. Cette dernière devenant mondiale et profonde, elle a donné naissance au terme de " déclin synchronisé " (" synchronized downturn "), qui décrit un processus causé précisément par le plus grand verrouillage et la plus grande intégration des économies due à la libéralisation mondiale du commerce, de l'investissement et des finances.

Les promesses de mondialisation de la prospérité, de fin de la pauvreté et de réduction des inégalités s'étant évaporée, il n'est pas surprenant que, comme le dit l'économiste mondialiste C. Fred Bergsten à la Commission trilatérale, les forces anti-mondialisation soient " sur une courbe ascendante ".

De plus, avant le 11 septembre, cette érosion de la légitimité a touché non seulement les



attac

institutions du gouvernement économique mondial, mais aussi les institutions politiques dans le Nord, surtout aux États-Unis. Un nombre croissant d'Américains ont commencé à réaliser que leur démocratie libérale avait été si profondément corrompue par les politiques financières qu'elle méritait d'être désignée comme une ploutocratie. Lors de la campagne présidentielle de 2000, le sénateur John McCain a mené une campagne populaire qui était centrée sur un seul sujet : réformer le contrôle global du système électoral qui, à son échelle, est sans comparaison dans le monde.

Le fait que le candidat préféré par le milieu des affaires ait été désavoué le vote populaire – et, suivant quelques études, par le vote des grands électeurs aussi – et finisse devenir le président de la démocratie libérale la plus puissante au monde, n'a pas aidé à soutenir la légitimité d'un système politique décrit par plusieurs observateurs comme un état de " guerre civile culturelle " entre conservateurs et libéraux, une polarisation qui a divisé le pays en deux.

LE RENVERSEMENT DE SITUATION

Bien qu'ils comprennent que le sens profond de l'injustice qui fait des terroristes des gens peu ordinaires, les progressistes les ont toujours condamnés, non seulement parce qu'ils tuent des gens innocents mais aussi parce que cela favorise la contre-révolution. Le déroulement des événements postérieurs au 11 septembre en est la preuve.

La fumée s'échappant des ruines du World Trade Center était encore acide et épaisse lorsque le représentant du commerce des États-Unis, Robert Zoellick, a saisi cette opportunité pour relancer la mondialisation nécessaire aux multinationales. Arguant qu'une accélération de la libéralisation était nécessaire pour contrer les effets du 11 septembre sur l'économie mondiale, Zoellick, le commissaire européen chargé des questions commerciales Pascal Lamy et le directeur de l'OMC Mike Moore ont mené la charge pour forcer les pays en voie de développement à approuver le lancement d'une nouvelle phase de libéralisation du commerce lors de la quatrième rencontre ministérielle de l'OMC à Doha, au Qatar, en novembre dernier. La déclaration de Doha établit un cadre de libéralisation du commerce qui restaure la légitimité de l'OMC après son échec à Seattle.

Horst Kohler, le directeur du FMI, et Jim Wolfensohn, le président de la Banque mondiale, ont aussi perçu cette guerre comme une

opportunité de contrer la crise de leurs institutions. Kohler a joyeusement modelé le Fonds pour qu'il devienne une composante clé du programme d'ensemble de Washington pour les États " stratégiques " comme le Pakistan et l'Indonésie, et a même laissé de côté un État " non stratégique " comme l'Argentine, qui fait maintenant face à une banqueroute imminente, emporté par l'ouragan. Sa présidence et son institution étant menacées par un ensemble de critiques venant de la gauche comme de la droite, Jim Wolfensohn a, pour sa part, profité du 11 septembre pour présenter la Banque mondiale comme le partenaire clé du Pentagone dans la guerre contre le terrorisme, en remplissant le rôle " mou " de lutter contre la pauvreté qui nourrit le terrorisme, alors que le Pentagone joue un rôle beaucoup plus " dur " en punissant les terroristes.

En réponse à la crise du pouvoir politique aux États-Unis, le 11 septembre a fait passer George W. Bush de la stature d'un président minoritaire dont le parti avait perdu le contrôle au Sénat à celle du président américain le plus puissant du moment, avec un soutien de 86 % pour sa politique suivant un récent sondage à New York. Environ huit Américains sur dix soutiennent la politique de détention des citoyens non américains soupçonnés d'être des menaces pour la sécurité nationale, et sept sur dix approuvent le fait que le gouvernement écoute les conversations entre les avocats et les clients.

Les libéraux ont été profondément intimidés lorsque la sommité libérale de Harvard, Laurence Tribe, a condamné l'utilisation de tribunaux militaires et la détention d'environ 1 200 personnes, alors qu'un de ses camarades aussi renommé, Alan Dershowitz, rapportait dans " The Nation " que " l'utilisation de la torture est justifiée aussi longtemps qu'elle est autorisée par un mandat " Même Richard Falk, de l'Université de Princeton, une idole du libéralisme de gauche, a été amené à qualifier la guerre de Bush de " juste " avant de se rétracter, merci mon Dieu !

DE LOCKE À HOBBS

L'atteinte portée au système politique et psychique américain est loin d'être mesurée. Les Américains sont souvent fiers de leur système politique, dont le rôle est de maximiser et de protéger la liberté individuelle suivant les lignes inspirées par John Locke et Thomas Jefferson. La tradition venant de Locke et de Jefferson a été grossièrement détournée ces dernières semaines, les Américains ayant été obligés de



attac

donner au gouvernement de nouveaux pouvoirs empiétant sur l'individu au nom de la garantie de l'ordre et de la sécurité. Au lieu de progresser vers le futur, la démocratie américaine a régressé dans son inspiration en passant du XVIIe siècle de Locke au XVIe siècle avec Hobbes, qui dans " Le Léviathan " soumet les citoyens à une loyauté inconditionnelle envers un État garant de leur sécurité et de leur vie.

Les déclarations selon lesquelles les assauts sur la liberté traditionnelle pouvaient avoir lieu en toute impunité ont été récemment reprises par le ministre de la Justice John Ashcroft, qui a déclaré que les critiques portant sur l'administration Bush n'étaient que des mensonges qui " affolent les gens pacifiques avec les fantômes de liberté perdue (et) aident les terroristes " Le fait que les sénateurs libéraux démocratiques auxquels il adressait ces remarques, au Sénat, n'aient pas répondu montre combien les conservateurs ont utilisé habilement le combat antiterroriste pour gagner la vraie guerre interne, à savoir une guerre entre les progressistes et les libéraux.

SE BATTRE POUR LE FUTUR

Le mouvement contre la mondialisation au bénéfice des multinationales qui a émergé avant le 11 septembre se bat maintenant désespérément pour reprendre de la vitesse. Trois événements sont particulièrement menaçants.

— Premièrement, la police, après avoir été mise au pilori en tant que provocatrice à Gènes, a retrouvé une certaine confiance dans ce nouveau contexte marqué par une plus grande acceptation publique de la limitation des droits politiques de base. La nouvelle agressivité de la police s'est pleinement exposée lors de la dernière rencontre du FMI et de la Banque mondiale à Ottawa les 18 et 19 novembre. En effet, sans la moindre provocation et sous les yeux de la presse, la police canadienne en tenue d'anti-émeute s'est abattue sur une manifestation pacifique contre la mondialisation libérale pour arrêter de jeunes activistes qui ne faisaient rien d'autre que de marcher pacifiquement.

— Deuxièmement, la définition de " terroriste ", utilisée aussi bien dans la législation européenne qu'américaine, est si vague qu'elle peut être appliquée à des groupes non violents qui épousent le concept de désobéissance civile, arme essentielle pour le mouvement, ou à des

groupes pour qui une attaque à la propriété est un symbole qui ne blesse personne.

— Troisièmement, les importants événements anti-mondialisation impliquent le rassemblement de centaines de personnes aux frontières, et cela peut être facilement contrecarré en invoquant la nouvelle législation qui légalise les interrogatoires arbitraires, la détention, les expulsions, le refus d'entrée sur le territoire d'étrangers sur une simple suspicion d'appartenance à un groupe terroriste, ou d'être un supporter d'un terroriste, ou d'être un terroriste potentiel – en somme, n'importe qui peut être aisément teinté de la couleur terroriste.

Tout cela ne peut que contribuer à refroidir les manifestations de masse, les autorités et les médias dominants étant trop heureux que les images des attaques terroristes soient associées, dans l'esprit de l'opinion, avec celles des militants pacifistes pratiquant la désobéissance civile lors de leurs actions anti-mondialisation.

DARK VADOR OU LUKE SKYWALKER ?

Washington savoure son triomphe. L'image qu'elle veut transmettre est bien celle d'une Amérique déguisée en Luke Skywalker libérant le peuple afghan de l'Empire répressif des talibans. Le tiers-monde la perçoit plutôt comme l'antagoniste de Luke : le méchant Dark Vador, comme le souligne John Lloyd du " Financial Times ". En effet, l'" American way of war " renforce ce fait, avec une pluie de morts à portée de main. Cette guerre est impersonnelle et terrifiante au dernier degré et, comme le précise l'écrivain John Barry dans " Newsweek ", les campagnes de bombardements s'effectuent d'une manière si déroutante que " ... pour beaucoup de talibans, les Américains doivent leur sembler être des créatures d'une autre planète : venus d'autre part, du ciel ou par-delà l'horizon, la puissance avant la compréhension ".

Même George Lucas n'aurait pas pu écrire un meilleur scénario pour l'" Empire est de retour " que celui de la campagne afghane.

Une chose est sûre, cependant : les empires ont toujours engendré des résistances. On peut soutenir que bien que les États-Unis aient gagné une bataille, leur situation stratégique dans le Moyen-Orient et en Asie du Sud s'est dégradée. Un régime fondamentaliste est maintenant possible au Pakistan. L'élite féodale saoudienne alliée des États-Unis est plus isolée que jamais



attac

des masses, avec une partie des jeunes Saoudiens qui voient Ben Laden comme un héros – ce qui conforte les États-Unis dans l'espoir que Washington serve en dernier recours de force de police pour sauver les élites au pouvoir. Avec le bombardement de l'Afghanistan et la forte inclination de l'administration Bush envers Israël, une profonde colère contre les États-Unis et contre l'Occident est en train de se développer des musulmans d'Afrique du Nord à ceux d'Indonésie, créant un terreau fertile pour l'expansion de mouvements cherchant à arracher le pouvoir des mains des Américains et de leurs alliés.

Est-ce que ce sera la technologie avancée ou la mobilisation populaire qui constituera un facteur décisif dans ce combat pour la liberté, la justice et la souveraineté des peuples du Sud contre l'Empire ? Est-ce que le résultat sera l'Afghanistan ou le Vietnam ? Est-ce que le survivant sera Dark Vader ou Luke Skywalker ? Le jury est toujours en train de délibérer sur ces questions et pour quelque temps encore.

Concernant les mouvements anti-mondialisation libérale, le 11 septembre peut n'être qu'un revers temporaire qui pourrait les renforcer. Les mobilisations massives dans les rues parallèles aux assemblées de l'élite mondiale, comme les réunions du FMI ou du G8, ont maintenant atteint les limites de leur efficacité et cela pourrait très bien pousser le mouvement à des approches innovantes combinant les stratégies : de masse, mais aussi légales et parlementaires.

En effet, si une claire ligne se dégage de la situation post-11 septembre, c'est parce que trois mouvements qui avaient été indépendants les uns des autres – le mouvement pacifique, le mouvement pour les droits de la personne et le mouvement anti-mondialisation – se retrouvent maintenant dans une situation où ils doivent collaborer entre eux de manière plus proche. Cette puissante alliance peut contribuer à changer la répartition des forces en présence à moyen et long terme, en réponse au système mondial qui exclue, marginalise et réprime de plus en plus violemment.

Les gardiens et les propagandistes de l'Empire vont bientôt proclamer leur victoire. Pour effacer l'image de la Seconde Guerre mondiale que George W. Bush, Donald Rumsfeld et John Ashcroft semblent se complaire à évoquer ces derniers jours, j'ajouterai que nous ne sommes pas en 1945, braves gens, mais en 1941.

Le Dr Walden Bello est le directeur exécutif de Focus on the Global South de Bangkok, Thaïlande, et professeur de sociologie à l'Université des Philippines.

Publication : Focus on Trade n° 72, dec. 2001

<http://www.focusweb.org>

Traduction : Julie Duchatel & Irène Nouilhac, traductrices bénévoles cooditrad@attac.org

La résistance ne suffit plus, il faut libérer le développement

Par Prosper Mamimami

On ne le dira jamais assez, le drame imposé aux peuples par le poids de la dette fait couler beaucoup d'encre et des salives depuis un certain temps. Les conséquences sociales des Programmes d'Ajustement Structurel imposés aux pays du tiers monde par le F.M.I. sont désastreuses. Et les peuples ont entamé une résistance de plus en plus farouche. Cette résistance a besoin d'être amplifiée certes, mais il convient que les forces populaires passent à l'offensive, rejettent la mondialisation marginalisante du néolibéralisme et proposent des alternatives de développement. La résistance des peuples a comme objectif la mise en place d'un monde où la recherche du profit maximal ne serait plus l'idéal poursuivi mais plutôt la satisfaction des besoins fondamentaux de la majorité de l'humanité. Que vaut un Etat, fut-il démocratique s'il doit subir la loi des forces du marché plutôt que de les orienter en faveur de ses habitants? Un autre monde est possible.

La crise de l'endettement

Les banques, les gouvernements du Nord ont prêté des centaines de milliards de dollars aux pays du Sud à des taux d'intérêt assez bas. Ils étaient assurés du remboursement puisque les cours des matières premières étaient favorables. Mais au début des années 80, les pays industrialisés ont mis en application les politiques néolibérales et augmentent les taux d'intérêt. Du coup, la dette des pays du Sud a été multipliée par 2,3 voir 6. Le remboursement devient non seulement difficile pour la plupart des pays pauvres mais aussi un mécanisme de transfert des richesses créées au Sud vers le Nord. Acculés, les gouvernements du Sud ont de façon drastique réduit les dépenses sociales et contracté de nouveaux emprunts pour équilibrer les comptes. Autrement dit, l'Etat a dépouillé les pauvres au profit des riches !

Les P.A.S. furent alors imposés aux pays du Sud pour plusieurs raisons :



attac

Maintenir un contrôle stratégique de certains Etats : des années 1940 à 1960 les indépendances asiatiques et africaines ont vu le jour, des révolutions populistes triomphent en Chine, Cuba, Algérie,... Cela était perçu comme un danger qu'il fallait contrer. Certains prêts octroyés à certains pays avaient pour but de ramener ceux-ci dans le juron capitaliste ou de les y maintenir (comme ce fut le cas pour le Zaïre de Mobutu, l'Indonésie de Suharto...).

S'assurer une source d'approvisionnement en matière première et un débouché pour les produits finis. Malheureusement les matières premières exportées par le Sud se sont fait concurrence sur le marché international, ce qui a entraîné la baisse de leurs prix (détérioration des termes de l'échange) La conjugaison de cette détérioration des termes de l'échange et de la hausse des taux d'intérêt a débouché sur la crise de la dette car du coup, il faut rembourser des sommes de plus en plus élevées avec des ressources en diminution. Les pays endettés, en commençant par le Mexique, annoncèrent qu'ils ne pouvaient plus assurer le remboursement de leur dette. A ce moment, les banques privées s'inquiètent de ne plus recouvrer leur dû et refusent d'accorder de nouveaux prêts tant qu'on aura pas remboursé les anciens. C'est alors que le FMI et les pays industrialisés du Nord prêtent à nouveaux afin d'éviter la faillite généralisée mais imposent en contrepartie les P.A.S. Tout pays endetté qui s'éloigne des P.A.S. est privé de nouveaux prêts du FMI et des pays du Nord. Les PAS ont entraîné une "recolonisation économique des pays endettés" car il y a abandon de certains aspects essentiels de la souveraineté. Les mêmes P.A.S. ont accru les inégalités dans les Etats « ajustés ».

Ajustement, qu'en est-il ?

Les remèdes proposés par le FMI sont de deux natures : - La thérapeutique de choc qui consiste en la dévaluation de la monnaie nationale, la hausse des taux d'intérêt à l'intérieur, la suppression des subventions, la réduction des effectifs de la fonction publique... - Les réformes structurelles à savoir la privatisation, la réforme fiscale...

La thérapeutique de choc

La dévaluation de la monnaie nationale vise la compétitivité des produits exportés par les pays ajustés afin d'accroître les rentrées des devises nécessaires au remboursement de la dette. Mais

cela signifie aussi que les pays industrialisés s'approvisionnent au Sud à bon marché alors que ce dernier importe du Nord à prix élevé. Cela signifie aussi que l'on décourage le producteur du pays ajusté qui voit ses coûts de production augmenter alors que le pouvoir d'achat de ses consommateurs stagne ou diminue.

La dévaluation tend à augmenter aussi les inégalités en ce sens que les capitalistes disposant des liquidités anticipent la dévaluation en se procurant des devises fortes et voient, une fois la décision de dévaluer annoncée, la valeur de leur trésorerie doubler dans le cas d'une dévaluation de 100 % par exemple .

L'explosion des taux d'intérêt

La hausse des taux d'intérêts entraîne une récession intérieure. L'opérateur économique qui doit emprunter pour faire prospérer ses activités hésite à le faire car il payera cher à l'échéance, ou alors il réduit le volume de ses activités faute de moyens.

La suppression des subventions

Généralement l'Etat subventionne certains biens de consommation de masse afin d'empêcher de fortes hausses des prix pouvant entraîner des tensions sociales. C'est le cas du carburant, du transport en commun, de l'eau, de l'électricité, ... La suppression de telles subventions détériore la situation des plus démunis et débouche parfois sur des émeutes de la faim.

La réduction des effectifs de la fonction publique met au chômage des milliers de personnes et met en évidence l'absence de sécurité d'emploi. Et pourtant les salaires payés dans la fonction publique sont très bas. Alors la majorité de la population se replie dans le secteur informel, refuge de la précarité. Et on promet aux naifs d'avoir confiance en un avenir meilleur à long terme grâce au miracle du libre marché, oubliant qu'à long terme la terre n'existera peut-être plus. Le diagnostic du F.M.I. relève que l'excès de la demande globale sur l'offre globale entraîne un gap inflationniste dans les pays pauvres. Alors il faut réduire la demande, la niveler vers le bas jusqu'à ce qu'elle atteigne l'offre. Mais cette approche feind d'ignorer que la demande excède l'offre parce que celle-ci est insuffisante, et que c'est plutôt l'offre qu'il faut stimuler et la ramener au niveau de la demande et non le contraire. D'ailleurs accroître la production, créer des richesses est le fondement du développement de toute entité économique.



attac

Les réformes structurelles

La privatisation

Il faut réduire le rôle du secteur public dans l'économie, prétend-on, et laisser aller, laisse faire le marché. Mais dès lors que le marché n'est pas parfait, il faut le faire aller. Il est vrai que l'Etat ne doit pas se charger de la vente des cacahuètes, des bonbons ...mais il y a des secteurs où son intervention est indispensable. S'agissant des privatisations, celles-ci ont pour objectif de procurer des capitaux frais au pays. Malheureusement elles s'apparentent souvent à un bradage des entreprises publiques au profit des capitalistes. Il convient de libéraliser les secteurs d'activités et non les unités existantes. S'il n'y a pas de présomption de bradage, comment expliquer l'acharnement de certains à vouloir mordicus acheter la GECAMINES dans son état actuel ? Comme ils ont les moyens nécessaires, ils feraient mieux de monter une autre unité concurrente et inciter ainsi l'ancienne unité à la compétitivité.

La réforme fiscale

Elle est nécessaire dans chaque Etat moderne pourvu qu'elle ne se transforme pas en un terrorisme fiscal, car trop d'impôts tuent l'impôt. Il y a lieu d'envisager la possibilité d'élargir l'assiette fiscale avec un taux d'imposition réduit. L'efficacité des thérapeutiques proposées à travers les P.A.S. est discutable, surtout qu'il s'avère que le seul objectif qu'on est sûr d'atteindre est la réduction des arriérés, donc le remboursement de la dette extérieure à tout prix. C'est essentiellement un mécanisme de transfert des richesses des couches sociales pauvres du Sud vers le Nord quel qu'en soit le coût humain ou environnemental. Il faut démanteler ce mécanisme par l'annulation et pourquoi pas la répudiation[1] de la dette extérieure. Il faut abandonner les PAS et donner priorité à l'humanité et au développement. Et pour cela toutes les forces populaires et progressistes doivent se mobiliser pour résister face à la mondialisation néolibérale.[2]

Quelques exemples de résistance

Résistance en Afrique du Sud

L'ajustement structurel en RSA a entraîné la réduction des dépenses publiques notamment dans les secteurs sociaux, la hausse de taux d'intérêts, la privatisation, ce qu'ils ont appelé la stratégie pour la croissance, l'emploi et la

redistribution. Ce vaste programme annonçait la création d'un million d'emplois nouveaux, un taux de croissance de 6% mais au contraire il y a eu suppression de 750000 emplois et la croissance a été maintenue à 1%. De nos jours, les ONG, les syndicats, les étudiants, les églises, bref toute la société civile se mobilise pour que le gouvernement sud africain rejette, répudie la dette de l'apartheid à cause de son caractère odieux. C'est dans ce contexte que naquit le CANSA, la campagne contre le néolibéralisme en Afrique du Sud. Rien qu'en 1999, le Gouvernement Sud Africain a remboursé 48 milliards de rands, soit près de 7 milliards de dollars au titre du service de la dette. On ne peut pas moralement demander aux sud africains de continuer à payer la dette d'un régime qui les a opprimés.

Ile Maurice

A travers les P.A.S, le gouvernement mauricien et les idéologues néolibéraux ont promis d'éradiquer la pauvreté et à instaurer le plein emploi par le mythe du miracle économique. En réalité, la sécurité de l'emploi disparaissait, laissant derrière lui un emploi plutôt précaire car saisonnier, à temps partiel ou à durée déterminée. La semaine de travail revenait à 55 heures alors que les entreprises distribuaient des salaires proches du seuil de pauvreté. Les quelques revenus distribués étaient vite érodés par l'inflation. Dès 1992, le mythe du miracle économique s'effondre. Le logement social, suite à la spéculation, avait augmenté le coût du loyer. Les sans abris, particulièrement les femmes, appelèrent à des manifestations.

La République Démocratique du Congo

Au 31 décembre 1999, le stock de la dette publique extérieure du Congo-Kinshasa culmine à +/- 12,8 milliards de dollars américains, alors qu'une année avant ce stock était de +/- 12,4 milliards de dollars. Il se dégage un accroissement de près de 400 millions de dollars en une année résultant essentiellement de la capitalisation des intérêts puisqu'il n'y a pas eu d'emprunts supplémentaires. Si l'on se souvient qu'il y a des années où le budget de l'Etat congolais n'a pas franchi la barre de 300 millions de dollars, l'on comprend qu'il y a lieu de voir cette dette devenir éternelle et placer le peuple tout entier dans une servitude pour dette car elle ne fera que croître malgré les sacrifices de remboursement consentis. En effet, malgré les immenses efforts de remboursement déjà consentis par le pays, le Congo se retrouve aujourd'hui trois fois plus endetté qu'il ne l'était



attac

en 1984. La dette devient une autre forme d'esclavage dès lors que, malgré les sacrifices consentis, le débiteur n'arrive toujours pas à apurer sa dette. Ce lourd endettement est pourtant illégitime et odieux, et par conséquent devrait être considéré comme nul et nul effet. En effet, cette dette n'a pas bénéficié à la population congolaise. Elle a été engloutie dans des projets peu ou pas rentables, dans des éléphants blancs, des projets pharaoniques sans rentabilité économique et sociale pour la population locale. Une autre partie a été détournée par certains dirigeants congolais avec la complicité des créanciers du Nord (les biens mal acquis par certains dignitaires du régime Mobutu). C'est ainsi que les emprunts n'ont pas généré un surplus à même d'assurer son amortissement. Pour faire face à la crise économique qui sévissait dans le pays, le gouvernement a conclu quelques accords avec le F.M.I. (programmes d'ajustement structurel).

Quelques accords conclus avec le F.M.I.

Parmi les objectifs poursuivis à travers ces accords nous pouvons citer : corriger les déséquilibres de la balance des paiements, stabiliser les prix intérieurs (inflation), améliorer la gestion des finances publiques, réduire les arriérés des paiements extérieurs (dette extérieure) . De tous ces objectifs, il n'y a que le dernier qui a été scrupuleusement poursuivi et atteint, c'est à dire le remboursement des arriérés de la dette extérieure. Ces programmes n'ont pas apporté la solution aux problèmes du Congo en crise. Ils n'ont été qu'un moyen de soutirer les rares ressources encore disponibles des secteurs sociaux et de les transférer au Nord. L'Etat s'est progressivement désengagé des secteurs clé tel que la santé, l'éducation, l'emploi... en réduisant sensiblement les parts budgétaires leur allouées pour accroître les ressources affectées au remboursement de la dette. Les calculs faits au Fodex (à partir des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo) indiquent qu'en 1991 le Congo a affecté au service de la dette près de 46 % du budget national alors que la santé, l'éducation et la fonction publique toutes réunies ne totalisaient même pas 1 % du même budget. N'est ce pas criminel ?

Incapable de mettre en place une justice distributive des richesses nationales, abhorrés par leurs administrés, les dirigeants congolais cependant étaient appréciés par le F.M.I. qui les a qualifiés parfois d'élèves modèles Le revenu mensuel d'un huissier à la fonction publique du Congo est de 380 francs congolais , soit 1,5 \$

par mois et par conséquent 18 \$ l'an. Mais Michel Camdessus, alors Directeur Général du FMI, recevait (avantages de fonction non compris) une rémunération annuelle de +/- 363000 \$, c'est à dire près de 1000 \$ par jour, soit le revenu cumulé annuel de près de 20000 congolais. Et le F.M.I. propose de réduire les effectifs de la fonction publique congolaise en vue de comprimer les dépenses de l'Etat !

La raison du plus faible est toujours la mauvaise

Il est aujourd'hui démontré que les P.A.S. ont crée plus de désastres que de biens là où ils ont été mis en application. La République Démocratique du Congo l'a expérimenté en son temps. La guerre froide est terminée, le capitalisme domine seul le monde et dicte ses règles. Les plus forts réussissent, les plus faibles sont écrasés. Le contrôle stratégique de certaines zones d'influence n'est plus indispensable . C'est ainsi que les alliés d'hier, devenus encombrants, sont abandonnés à leur pauvre sort, comble d'ingratitude et dialectique de l'histoire. Mobutu est tombé, chassé du pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) . A peine installé, le nouveau pouvoir s'est montré méfiant vis à vis de certaines pensées néolibérales. Les pays du Nord n'ont pas tardé à sévir : le nouveau pouvoir est isolé. Une autre guerre est imposée au Congo dès le 2 août 1998 jusqu'à ce jour. C'est le moment que choisit le F.M.I. pour tenter de revenir. Il a effectué plusieurs missions au Congo, et tout moment nous pouvons apprendre qu'un programme a été conclu entre cette institution de Bretton Woods et le gouvernement congolais. De nouveau, ce sera le Congo sous ajustement structurel, le retour en force des programmes d'Ajustement structurels sous le fallacieux euphémisme de cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Et l'on fera main basse sur les secteurs sociaux (éducation, santé, emploi, habitat...), comme si le congolais n'a pas encore suffisamment souffert.

Résister ne suffit plus, encore moins la solidarité internationale tant annoncée mais jamais offerte

Quand on observe les inégalités actuelles entre individus et entre Etats, on constate que l'écart entre riches et pauvres se creuse davantage. Les 200 personnes les plus riches du monde avaient une fortune estimée à 1042 milliards de dollars en 1998. Cette fortune était de 440 milliards de dollars en 1994 sur un accroissement de plus de 200 %. Cette fortune dépasse le revenu cumulé de 41 % de l'humanité. La fortune de trois



attac

personnes les plus riches du monde dépasse le PNB cumulé du groupe des pays moins avancés et qui regroupe 41% de la population mondiale. Les riches continuent à s'enrichir rapidement et la pauvreté s'accélère dans les pays pauvres. Un impôt ne fut ce que de 1% l'an sur le revenu des 200 personnes les plus fortunées du monde peut procurer 10 milliards de dollars l'an. Prélevé sur 20 ans, cet impôt peut permettre de scolariser tous les enfants de la terre en âge d'étudier, de procurer de l'eau potable à tous les habitants de la terre... Plus de 1500 milliards de dollars font l'objet de spéculation chaque jour sur le marché financier. 1 % d'impôt sur cette fortune permet de réunir en une année plus de 450 milliards de \$, presque deux fois plus la dette extérieure en 1996 de 41 pays pauvres très endettés. Est-il impossible de devenir plus humain sur la terre ? Chacun n'a-t-il pas droit à une vie décente ? Il faut que les riches priorisent l'humanité et non le profit, qu'il y ait plus de solidarité entre les hommes.

Pour la plupart de ces pays (sauf l'Ouganda), l'aide publique au développement a régressé alors que croissait la dette publique extérieure. Selon le F.M.I. cité par le CADTM, entre 1980 et 1999, les pays du Tiers Monde ont remboursé 3350 milliards de dollars, soit six fois plus ce qu'ils devaient en 1980 ; cette dette du Tiers Monde est passée de 527,5 milliards de dollars à 2041,8 milliards de dollars entre 1980 et 1999.[3] Le cas de l'Ouganda rappelle aussi le caractère subjectif, voir même partisan du FMI. En effet, selon que le pays débiteur est ami ou non à l'un des pays membres du G7, l'approche ou les sanctions du F.M.I. diffèrent . L'on assiste à une politique de deux poids deux mesures . Pour certains Etats, les conditionnalités sont exprimées en terme de progrès démocratiques, de respect de droit de l'homme, de critère d'ordre économique à poser comme préalable à l'octroi ou à la poursuite de l'aide. Dans d'autres pays ces paramètres sont posés non pas comme préalable ; l'aide est accordée pour encourager et favoriser le progrès démocratique, l'Etat de droit, le développement économique et le respect des critères imposés par le F.M.I. A Okinawa par exemple, le G7 avait pris l'option de ne plus alléger la dette des pays en guerre. Mais on constate que certains pays, bien que engagés dans certains conflits armés continuent à bénéficier de l'aide et de l'allègement de la dette extérieure. En outre, cette décision prise à Okinawa paraît injuste. Il est certes inacceptable d'aider un pays , et de constater par après que l'aide obtenue a été utilisée pour acheter des armes, pour faire la guerre à d'autres Etats. Il n'est pas juste non plus de sacrifier toute une

population, en lui privant des moyens nécessaires à la satisfaction de ses besoins essentiels, tout simplement parce qu'il a un dirigeant belliciste, dictateur... En voulant punir un individu ou un groupe d'individus, l'on finit par punir toute une communauté nationale innocente !

Abolir la dette pour libérer le développement [4]

Il faut construire un monde plus humanisé, plus solidaire au cours de ce nouveau millénaire. Nous croyons que le millénaire qui commence doit être caractérisé par la justice, la paix , la démocratie, et un développement durable de tous les peuples de la terre. Et pour y parvenir, il faut jeter les bases d'un développement plus équitable, durable et socialement juste à savoir :

- Annuler la dette publique extérieure du Tiers Monde et allouer aux secteurs sociaux (santé, éducation, habitat, emploi...) les fonds jadis affectés au service de la dette. Notons en passant que le Tiers Monde a déjà remboursé près de six fois plus ce qu'il devait en 1980.

- Abandonner les politiques d'ajustement structurels combien désastreuses pour les populations et subordonner le commerce mondial aux exigences sociales, environnementales et culturelles des populations

- Mener des enquêtes et engager des poursuites judiciaires contre les gouvernants qui se sont enrichis illicitement au détriment de leurs peuples et restituer ces biens mal acquis aux populations à travers un fond de développement contrôlé démocratiquement par la société civile.

- Instaurer une taxe sur les grosses fortunes (taxe Tobin) et affecter le fruit de cette imposition au développement durable des pays pauvres

- Accroître l'aide publique au développement

- Assurer un contrôle de la spéculation financière

[1] Dans une des prochaines publications du Fodex : Et si le Congo refusait de payer sa dette

[2] Dans une des prochaines publications du Fodex : quand la mondialisation intègre la minorité et marginalise la majorité de l'humanité

[3] cadtm info, supplément au périodique du premier trimestre 2001

[4] du titre d'un des livres publiés par le cadtm

FODEX - FORUM SUR LA DETTE EXTERIEURE ET LE DEVELOPPEMENT DU CONGO - Petit



attac

boulevard Lumumba, n° 345 - 11 rue, Limete Industriel B.P. 5744 Kinshasa Tél. : (243) 8104107
E-mail : prospermamimami@hotmail.com

Après la chute : la crise argentine et ses répercussions possibles

par David Felix

L'inévitable s'est maintenant produit. La stratégie du gouvernement du président de la Rúa était de ranimer une économie naufragée en attirant de nouveau les crédits du FMI et le capital étranger. Pour apaiser le FMI et Wall Street, il avait choisi de poursuivre une politique basée sur trois principes qui n'avaient plus aucun sens. Défendre à tout prix le taux de change d'un peso surévalué, continuer à payer tous les intérêts d'une énorme et écrasante dette en dollars, et équilibrer un budget en dépit d'un chômage en escalade et d'une production en chute.

Les efforts frénétiques du maître de la politique économique du président de la Rúa, Domingo Cavallo, pour appliquer ces trois principes échouèrent pitoyablement sur tous les fronts : cessation de paiements de la dette, fuite du peso qui diminue de valeur rapidement sur le marché des changes, accroissement du déficit budgétaire, refus retentissants du FMI à une demande de crédits supplémentaires, tout autant que de la part de Wall Street dont on sollicitait un report de la dette étrangère à des conditions réalistes, et de financer une nouvelle dette. Un violent soulèvement populaire a chassé Cavallo et le président de la Rúa de leurs fonctions, laissant l'économie dévastée et la politique en crise.

Inévitable ? La faillite avait été prévue non seulement par des critiques universitaires, y compris l'auteur de ces lignes mais, ce qui est plus important, dès 1998 par les détenteurs d'obligations qui, ayant perçu le surendettement de l'Argentine et la surévaluation du peso, commencèrent à diminuer leurs prêts à l'Argentine et à augmenter les primes de risque des bons argentins. Plus difficile est de prédire les conséquences de cette faillite. Mais avant de faire des pronostics, résumons ce qui a fait passer l'Argentine d'enfant chéri du FMI et de Wall Street durant la plus grande partie des années 1990 au paria d'aujourd'hui; ceci peut aider à présenter des solutions alternatives.

Le chemin du désastre argentin

L'Argentine fut un enfant chéri parce que, plus ardemment que tout autre pays en développement, elle avait ouvert ses marchés financiers et privatisé ses biens nationalisés. Ces réformes structurelles furent soutenues par les réformes monétaires de 1991 inaugurées par la "Loi de convertibilité", qui fixa le taux de change en mettant à parité peso et dollar et lia la devise peso aux réserves de monnaie de référence. Pour gagner plus encore la confiance de Wall Street, le gouvernement argentin annonça également en 1991 un changement de sa politique étrangère, non alignée en une position de soutien total aux États-Unis, en une "étroite chanelle", selon la remarque sardonique de Guido Di Tella, ministre des Affaires étrangères.

C'est ainsi que l'Argentine fut classée A+ par Wall Street et le FMI. Les investissements directs d'Europe et des États-Unis se déversèrent pour profiter des privatisations ce qui, au début, redressa fortement une économie déprimée. Et bien que ces entrées de capitaux diminuèrent au milieu des années 90 quand la réserve de biens privatisables s'amenuisa, les rentrées de capitaux de portefeuille continuèrent d'augmenter, particulièrement pour l'achat de bons du trésor argentin. Satisfait de cette stratégie, le FMI fut prompt à fournir des crédits d'urgence en réponse à l'inconstance des capitaux de portefeuille. Cette tactique défensive fonctionna dans la crise téquila de 1995-96 mais, à la suite de la crise brésilienne de 1998, des injections de crédit à répétition échouèrent à ranimer le mouvement d'entrée de capitaux privés ou l'économie elle-même. La stratégie avait atteint le fond de l'impasse.

En essence, le couronnement de la stratégie, la Loi de convertibilité et la levée du contrôle des capitaux, s'était transmuée d'aimant, attirant le capital étranger, en meule de moulin déprimant l'économie et en repoussoir des capitaux extérieurs. À mesure que la valeur du dollar montait en relation avec les devises des principaux partenaires de l'Argentine - l'Europe et les voisins latino-américains, le Brésil en particulier - le peso devint fortement surévalué. Déjà en difficulté, les exportations industrielles déclinèrent, et des importations d'articles de consommation courante devenus meilleur marché firent reculer la production intérieure. Il en résulta une stagnation de la production industrielle tandis que le pourcentage du chômage atteignait les deux chiffres.

Contracter des dettes supplémentaires en dollars malgré des primes de risque plus élevées, pour couvrir l'augmentation des déficits commerciaux



attac

et du service de la dette, réussit pendant un temps à maintenir l'économie à flot. Mais avec un taux de change surévalué qui paralysait les exportations, il devint évident que l'Argentine s'engageait dans un "piège d'endettement" par lequel le service de la dette de chaque année ajoutait à celui de l'année suivante en une succession d'augmentations qui devenaient insoutenables. Les marchés obligataires hâtèrent le dénouement en augmentant les primes de risque des bons du trésor argentin à des niveaux tels qu'ils fermèrent les marchés aux placements argentins. Ni un plan de sauvetage du FMI en 1999, ni un autre plus important en décembre 2000, ne permirent de rouvrir le marché obligataire international aux placements en Argentine dans des conditions viables.

Pour l'Argentine le dilemme était que, bien que la dévaluation et la réduction du service de la dette étrangère demeure essentielle pour ranimer l'économie, cette levée du contrôle des capitaux avait encouragée une importante accumulation de dettes privées en dollars dont les intérêts se trouveraient substantiellement augmentés par une dévaluation. Sans un contrôle des capitaux et le soutien financier d'une grande puissance, par l'intermédiaire du FMI ou d'autres institutions qui minimiseraient les bouleversements d'une transition, la dévaluation serait difficile à réaliser économiquement et politiquement. Mais cette assistance fut refusée par Washington et, par conséquent, le FMI. De la Rua avait l'opportunité politique de changer d'orientation. Carlos Menem, son prédécesseur, avait quitté ses fonctions en 1999 sous des accusations de corruption massive, et d'avoir causé la récession et la crise de la dette en mettant en circulation un excès de bons du trésor afin de combler le déficit budgétaire. La coalition de centre-gauche que dirigeait De la Rua fit campagne sur un programme d'anti-corruption et de guérison économique et elle gagna nettement les élections. Aurait-il pu utiliser cette dynamique acquise pour abroger la Loi de convertibilité en entamant fermement des négociations avec Washington et le FMI et réussir à obtenir une aide de transition pendant qu'on abandonnerait la politique des trois principes cités en début d'article ? Quien sabe ? Le fait est qu'après quelques hésitations au commencement il a choisi de planter là sa coalition et de poursuivre les trois principes jusqu'au bout, bout qu'il a vraiment atteint.

Que peut-il arriver par la suite ?

Le soulèvement populaire a changé complètement la donne de la politique économique. Il y aura certainement trois changements de politique : cessation de paiements de la dette en dollars, renversement de l'austérité budgétaire et abaissement du taux de change. En même temps, la dollarisation officielle que les économistes et les politiciens argentins favorisaient comme alternative à la dévaluation, n'a plus aucune chance. Le parti péroniste qui maintenant domine au Congrès, ainsi que le président par intérim, Adolfo Rodriguez Saa, lui aussi péroniste, avaient d'abord promis un moratoire immédiat du service de la dette en dollars tandis qu'ils négociaient une "coupe" (haircut) avec les porteurs d'obligations, c'est-à-dire une réduction permanente d'au moins 30% de la dette.

Un moratoire complet sur les 155 milliards de dollars de dettes fédérale et provinciale souscrites en dollars libérerait environ 28 milliards de dollars pour financer des emplois urgents et d'autres programmes sociaux dans le courant de l'année 2002. Mais ce moratoire complet est improbable étant donné qu'au moins 64 milliards de dollars de créances sont la propriété de banques locales et de fonds de pension privatisés organisés pour remplacer le système national de retraite. L'une des dernières décisions de Cavallo fut de forcer ces institutions à remplacer leur portefeuille d'obligations fédérales par des bons à plus faibles intérêts, ce qui abaissa leur marge brute d'autofinancement. Suspendre les paiements à ces porteurs de titre risquerait de mener beaucoup d'entre eux à la faillite, d'aggraver la crise financière intérieure et, probablement, de provoquer une nouvelle explosion populaire. Sans aucun doute, c'est un risque que le nouveau gouvernement fera tout pour éviter. Au début au moins, le moratoire des paiements ne libèrera que quelques fractions des 28 milliards de dollars du service 2002 de la dette pour financer les dépenses budgétaires des programmes d'urgence proposés.

En ce qui concerne la dévaluation, les déclarations confuses de Rodriguez Saa à cet égard ont accru la possibilité qu'elle se fera dans le désordre. Il s'opposait à l'abrogation de la Loi de convertibilité parce que dévaluer le peso diminue les salaires réels; au lieu de quoi, il proposait de mettre en circulation une quantité suffisante d'une nouvelle devise inconvertible, l'argentino, de manière à doubler le volume de la circulation monétaire intérieure. Certaines provinces financièrement embarrassées, font déjà circuler une devise similaire, le lecop, pour payer les salaires. Cette monnaie circule



attac

maintenant au-dessous du pair de sa valeur nominale, ce qui fait que les travailleurs payés en lecopos ont déjà subi une diminution de leur salaire réel et qu'ils ont répondu par des protestations massives. Les lecopos ont déjà produit l'effet de "faire un trou pour en boucher un autre" eu égard aux revenus fiscaux. Ils circulent avec des rabais substantiels entre les firmes et sont surtout utilisés pour le règlement des impôts, étant donné qu'ils sont acceptés à leur valeur nominale par les gouvernements provinciaux et fédéraux.

Les déclarations monétaires confuses de Rodriguez Saa sont plutôt à mettre au compte de la démagogie que d'un analphabétisme économique. La Loi de convertibilité a encore ses partisans, en particulier parmi les gens d'affaires et les ménages qui ont de lourdes dettes en dollars et que les péronistes craignent de mécontenter. On rapporte aussi que l'on explore les moyens d'effectuer des "coupes" dans les dettes privées en dollars, afin de soulager la peine d'une dévaluation chez les débiteurs. Mais la démagogie a accru la probabilité qu'amener le taux de change à un niveau plus faible, mais stable, sera un processus désordonné et traînant en longueur.

Par contre, la Loi de convertibilité est bel et bien en train de passer de mode. La fuite des Argentins vers le dollar a diminué les réserves en dollars de la banque centrale qui sont bien au-dessous des pesos en circulation, ce qui met le pays en infraction à la loi sur la convertibilité des devises. À l'étranger, sur le marché des changes, le cours à terme du dollar a atteint 1,65 peso. Pour appliquer la Loi de convertibilité, le gouvernement péroniste devrait prévoir maintenant de réduire plutôt que d'accroître le volume de la monnaie intérieure. La démagogie qui conserve la loi implique simplement que celle-ci mourra par absence d'usage plutôt que par une abrogation officielle.

On peut aussi exclure une dollarisation officielle comme alternative à la dévaluation. Il faudrait dévaluer le peso pour que les réserves réduites de dollars de la banque centrale puissent adéquatement équilibrer ses émissions de pesos. Augmenter les réserves de la banque centrale par de nouveaux prêts en dollars en provenance du FMI et du G-7 pourrait permettre une dollarisation. Mais Washington, et donc le FMI, demeurent fermement opposés à d'autres crédits pour l'Argentine à moins que d'abord celle-ci n'impose des mesures d'austérité pour réduire le déficit budgétaire. Les partisans de la dollarisation suggèrent maintenant de dévaluer

d'abord, puis de dollariser. Mais un tel recours n'attire pas les péronistes qui sont maintenant aux affaires, étant donné que la dollarisation restreindra le financement de leurs programmes budgétaires en expansion. Cette option ne pourrait s'avérer possible que si les répercussions des efforts de ranimation économique, en engendrant un chaos financier, devenaient suffisants pour porter au pouvoir un régime de droite par votes ou par balles.

Le gouvernement Bush II et le FMI se sentent à l'aise dans leur attitude du type "amour vache" qui rejette l'étreinte charnelle avec l'Argentine car ils sont convaincus que les répercussions mondiales immédiates de la faillite argentine seront minimales. Leur raisonnement est que, au contraire de la crise asiatique, la mise en cessation de paiements, si longue à venir, a donné largement le temps aux créanciers de prendre des mesures de protection. Mais il se peut que cet optimisme sous-estime les conséquences pouvant arriver par des cheminements de contagion plus lents.

Une conséquence est qu'une cessation absolue des paiements d'obligations est intervenue au cours de chacune des trois dernières années, et que la dernière, celle d'Argentine, était aussi la plus importante; cette situation et, en surcroît, le durcissement des conditions de sauvetage du FMI ont déclenché un signal d'alarme sur les marchés financiers internationaux. Le FMI rapporte que les flux nets d'investissements en obligations vers les pays en développement, qui avaient chuté à zéro après 1998, sont devenus négatifs après le milieu de 2001, et que les prêts bancaires consortiaux, qui se font principalement à destination des grandes sociétés privées de pays en développement, ont suivi un chemin similaire. Les pays d'Amérique latine et d'Asie surchargés de dettes en devises de référence sont confrontés à de dures conditions quand il s'agit de reporter ou d'augmenter leurs créances. Si l'on compare à la crise asiatique de 1997, la promotion des exportations pour compenser des intérêts d'emprunt plus élevés rencontre de plus grandes difficultés. Leurs marchés principaux, les pays industriels, sont tous en récession, tandis que les États-Unis, jadis l'importateur mondial d'ultime recours, se tourne maintenant vers un protectionnisme sélectif. Les conditions commerciales des exportateurs de matières premières et de produits industriels de basse technologie se sont détériorées, et la promotion d'un accroissement des exportations empirera cette détérioration. À moins que les pays industriels ne sortent rapidement et fortement



attac

de leur récession, la croissance due à l'exportation promet de se restreindre dans la plupart des pays en développement.

Les effets commerciaux directs de la dévaluation du peso argentin ne seront pas importants sur le plan mondial, mais ils le seraient au plan local. L'Argentine est un partenaire commercial de poids pour le Brésil, le Chili et d'autres pays voisins, de sorte qu'une forte et véritable dévaluation du peso affecterait leurs économies de façon significative. La conséquence négative serait renforcée si le gouvernement péroniste suivait la directive de Cavallo d'imposer des droits de douane plus élevés à ses partenaires du Mercosur, particulièrement au Brésil. D'autre part, les péronistes pourraient essayer de mettre sur pied un système d'importations régionales en remplacement partiel d'une croissance liée à l'exportation, en mettant en avant une revitalisation et un renforcement du Mercosur. La réussite de cet effort pourrait affecter la région de manière positive, mais au plan mondial de façon litigieuse en même temps, car cela saperait la dynamique américaine du libre-échange et de la libre circulation des capitaux.

Un troisième cheminement de contagion est politique. Si une nouvelle stratégie économique de l'Argentine, de cessation de paiements eu égard à la dette, d'augmentation des dépenses publiques et de croissance protectionniste repliée sur soi, venait à accomplir une guérison économique durable, cette stratégie gagnerait en popularité dans d'autres pays en développement et surchargés de dettes, en tant qu'alternative viable à leur marché de libre concurrence en difficulté, ou à leur croissance basée sur une exportation si lourdement dépendante de capitaux étrangers fugaces.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Vendredi 11: FRANCE: LA ROCHE SUR YON – MONTREUIL – CREST - METZ

Samedi 12: BELGIQUE BELGIE: LIEGE / FRANCE: PARIS 11 – QUIMPER - LYON

Dimanche 13: FRANCE: PARIS 11 - MARLY

Lundi 14: AUSTRIA: TUWI / DANMARK: ESBJERG – HILLEROD / FRANCE: CLISSON – ANNONAY – AUBENAS – STRASBOURG – PRIVAS – CREST – ARLES – AUBAGNE – MARSEILLE - GANGES

Mardi 15: AUSTRIA: WIEN / DANMARK: NIVA / FRANCE: PARIS 11 – ST NAZAIRE – VALENCE – GAP – MONTPELLIER – NILVANGE - METZ

Tout ceci se présente au gouvernement Bush II comme un choix qui n'en est pas un. Il pourrait résister avec un non aux crédits d'urgence pour l'Argentine, un refus renforcé peut-être par un durcissement dans les futures renégociations de la dette, afin d'augmenter ainsi la probabilité d'échec et de punir l'Argentine pour avoir abandonné le néo-libéralisme. Ceci augmenterait aussi le risque que le chaos qui s'ensuivrait produise un chaos politique et un retour des militaires. Cela accroîtrait également, au sein du directoire du FMI, l'opposition interne à la domination des États-Unis sur la politique de cette institution vis-à-vis des pays en développement, ce qui amenuiserait davantage l'utilité du fonds monétaire pour les États-Unis en tant qu'instrument de mondialisation du néo-libéralisme.

Les gouvernements français, italien et espagnol ont exigé publiquement du FMI une aide financière pour l'Argentine. La solution de rechange pour l'administration Bush II est de battre en retraite de ses positions inconditionnelles d'unilatéralisme pour adopter une attitude clintonienne plus souple, c'est-à-dire d'aider financièrement l'Argentine avec l'espoir de modifier sa politique de rupture, et de protéger la démocratie argentine en apaisant les tensions au sein du FMI. Quel sera son choix. À cette heure, quien sabe ?

(David Felix <felix@wueconc.wustl.edu> est professeur émérite de la Washington University.)

Traduction : Paul Gignac, traducteur bénévole
cooditrad@attac.org